

premier anniversaire, le 24 février 1880, j'avais droit d'être fier des résultats obtenus.

La critique malveillante, les quolibets plus ou moins charitables, et quelquefois, les platitudes idiotes de certains journaux conservateurs, n'avaient pourtant pas manqué d'accueillir la naissance du nouveau journal. La *Minerve*, qui est le plus vieux journal réactionnaire du pays et qui, par conséquent, a le droit de pousser l'insolence plus loin que les autres, avait commencé par qualifier *La Patrie* de "petit torchon rouge." Je ne me rappelle plus bien ce que dirent le *Nouveau-Monde*, le *Canadien* et autres organes attirés de la réaction, mais le vinaigre était certainement en plus grande quantité que le miel dans leurs accusés de réception du premier numéro. Bref, les journalistes conservateurs jappèrent si souvent et si fort après la *Patrie*, que je me dis que le nouveau journal devait avoir quelque valeur, et qu'il possédait probablement en lui les éléments de la prospérité. Et l'avenir me donna raison.

Il avait été parfaitement admis, jusque là, dans les cercles politiques franco-canadiens, qu'un journal quotidien en langue française ne pouvait exister sans être largement subventionné, et par les souscriptions des amis, et par les travaux d'impression et les annonces du gouvernement. Et même avec tout cela, les journalistes tiraient continuellement la langue, redoutaient la banqueroute et criaient à l'ingratitude des partis.

Je m'efforçai, dès le commencement, d'échapper aux désagréments de cette mendicité chronique, qui était devenue proverbiale chez les éditeurs de journaux. J'administrerai *La Patrie* en homme d'affaires, bien décidé à abandonner l'entreprise si je ne pouvais pas la faire réussir sans être continuellement à tendre la main comme un chercheur de places ou un politicien décavé.

Les premiers douze mois de publication me prouvèrent l'excellence du système que j'avais adopté ; et *La Patrie* couronnait hier sa troisième année d'existence, après avoir fait preuve d'un succès pécuniaire sans précédent dans l'histoire du journalisme français au Canada.

Non seulement le journal se suffit largement à lui-même, mais il est devenu une source de bénéfices légitimes.